

Communiqué de presse

Suite aux graves évènements qui secouent actuellement le pays, les organisations de la société civile signataires déclarent ce qui suit :

Nous suivons avec beaucoup d'inquiétude le mouvement contestataire des demandeurs d'emploi qui a embrasé le Gouvernorat de Kasserine depuis le 17 Janvier et qui s'étend, depuis, à plusieurs autres régions du pays.

Nous exprimons notre déception par rapport à l'incapacité des différents Gouvernements, qui se sont succédés depuis 2011, à tracer une politique économique en phase et en cohérence avec les revendications à l'origine des soulèvements populaires qui traversent la Tunisie depuis 2008 et qui ont été à l'origine de la révolution de 2011.

Après une longue attente qui a duré 5 ans et surtout après les élections de 2014, la classe politique a montré son inertie devant des aspirations légitimes de dignité et de justice sociale. Prise par sa division, cette classe politique ainsi que les institutions de l'Etat, ont laissé la corruption se propager au détriment d'une économie saine qui prend en charge l'équilibre et la paix sociale.

En tant que défenseurs des droits humains y compris des droits économiques et sociaux, nous apportons tout notre soutien aux sans-emplois ainsi qu'aux jeunes en situation de précarité qui expriment leur mécontentement à travers des manifestations publiques et pacifiques.

Nous appelons les manifestants et les manifestantes à éviter toute forme de violence et à être vigilants par rapport à toute tentative de « récupération » du mouvement de contestation pacifique et légitime des sans-emploi par des parties externes dont le seul objectif est de déstabiliser le pays et de l'engager dans la voie de la violence et de la terreur.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté tous les actes de violence, les attaques contre les forces de l'ordre, les actes de vandalisme visant les institutions et les biens tant publics que privés ainsi que les appels à la haine et à la destruction.

Enfin, nous appelons à l'adoption d'un modèle économique dont l'objectif est la réduction des disparités régionales et des inégalités sociales, notamment à travers la promulgation de lois et la mise en place de mécanismes garantissant la bonne gouvernance, une réelle démocratie participative locale et une décentralisation des pouvoirs et des structures socioéconomiques conformément à la nouvelle Constitution.

Liste des ONGs signataires :

1. **Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH)**
2. **Forum Tunisien pour les Economiques et Sociaux(FTDES)**
3. **Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)**
4. **Syndicat National des Journalistes Tunisiens (SNJT)**
5. **Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTURD)**
6. **Plateforme d'Economie Sociale et Solidaire (Platess)**
7. **Le Comité pour le Respect des Libertés et Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)**
8. **Union des Diplômés Chômeurs (UDC)**
9. **Vigilance pour la Démocratie et l'Etat Civil**
10. **Association Citoyenneté et Libertés**

11. **Association Amal du Bassin minier pour l'environnement**
12. **Association Thala Solidaire**
13. **Association TIGAR Kasserine**
14. **Association horizons el Kef pour le développement intégral**
15. **Association Tunisienne de la Défense du Droit à la Santé (ATDDS)**
16. **Association pour la Justice et l'égalité**
17. **Le groupe TAWHIDA Ben Cheikh**
18. **UTOPIA Tunisie**
19. **IRTIKAA**
20. **Free Sight**
21. **Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles (ADLI)**
22. **Centre de Tunis pour la migration et l'asile (CETUMA)**
23. **Ligue Tunisienne de l'Education (LTE)**
24. **Association Tunisienne de Défense des Demandeurs d'Emploi (ATDDE)**
25. **Amal Kasserine**
26. **Younga Solidaire**
27. **Association de Développement Local de Borj Ennour (ADL Borj Ennour)**
28. **Création et Créativité de Développement et de l'Emploi (CCDE)**
29. **Tunisian Forum For Youth Empowerment (TFYE)**

30. **Réseau Euro-méditerranéen des droits humains (EuroMed Droits)**
31. **Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH)**
32. **Oxfam**
33. **Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)**
34. **Article 19**